

## **UN SECOND MANDAT DE LULA POUR PLUS DE CROISSANCE ET DE DISTRIBUTION DES REVENUS**

Le deuxième mandat du président Luiz Inácio Lula da Silva sera marqué par la croissance économique et la distribution des revenus. Le Programme de Gouvernement pour les quatre prochaines années (2007-2010), organisé en six axes de travail, a été divulgué le mardi 29 septembre 2006 par le président Lula au cours d'une cérémonie à São Paulo. Lula considère que son premier mandat a créé les conditions nécessaires pour que l'économie du pays croisse de façon durable pendant plusieurs années. Pour favoriser la croissance, le programme prévoit la réalisation ou la conclusion d'importantes infrastructures dans les ports, les aéroports, les routes et les chemins de fer.

Dans le domaine social, les bénéficiaires du Programme « Bolsa Familia », (« Bourse-Famille ») seront amplifiés et la politique d'augmentation du salaire minimum en termes réels sera poursuivie. En outre, le programme souligne que « Le second mandat du Gouvernement Lula continuera à lutter pour l'éradication de la faim, maintiendra et accroîtra les politiques sociales qui ont été mises en œuvre avec succès dans le cadre du programme « Faim Zéro », en particulier la Bourse-Famille ».

La réforme politique sera une priorité du deuxième mandat. Elle se penchera tout particulièrement sur le financement des campagnes électorales et sur la fidélité des hommes politiques envers le parti qui les a élus – afin qu'ils ne puissent pas en changer en permanence, comme c'est le cas aujourd'hui. Dans le domaine de la Sécurité Publique, le Président Lula veut renforcer le contrôle aux frontières et consolider le Système Unique de Sécurité Publique avec la mise en relation des organismes de répression au niveau de la fédération, de l'état et de la commune. La Santé et l'Éducation continueront à faire l'objet d'une attention spéciale au cours du second mandat. Pour cela le Président Lula veut généraliser l'enseignement fondamental de neuf ans et établir, en partenariat avec le pouvoir législatif, un minimum salarial pour les professeurs.

Dans l'introduction du document, de trente pages, la coalition PT, PCdoB et PRB, responsable de l'élaboration du Programme, fait un résumé de la situation du pays en 2002 et critique durement ce qu'elle appelle « l'héritage négatif » du gouvernement précédent. Les politiques mises en œuvre par la coalition PSDB-PFL du gouvernement antérieur ont freiné la croissance, concentré le revenu et la richesse, affaibli l'État, et généralisé la corruption. La coalition reconnaît que, malgré les avancées obtenues au cours du premier mandat, le chemin à parcourir est encore long, pour cela, défend la réélection du Président : « la réélection de Lula, c'est la garantie qu'il n'y aura pas de retour en arrière, que la transition vers un nouveau Brésil ne sera pas interrompue. C'est la certitude aussi que les

changements seront accompagnés du renforcement de la démocratie et du renouvellement de la culture politique du pays ».

Le Programme de Gouvernement conteste aussi la thèse néolibérale selon laquelle l'augmentation des dépenses sociales se fait aux dépens des équilibres budgétaires du pays. « La droite considère ces investissements sociaux (« Bourse-Famille »), ainsi que l'augmentation du salaire minimum au dessus de l'inflation, comme des menaces à l'équilibre fiscal, mais cette thèse a été démentie par la réalité au cours des trois dernières années. Le projet de l'opposition, c'est de revenir à l'époque Fernando Henrique Cardoso, avec la réduction des investissements sociaux et la reprise des privatisations », dit le document.

Toujours pour consolider la croissance économique, le Président Lula promet une réduction encore plus forte des taux d'intérêts afin de les rapprocher de ceux pratiqués dans les pays en développement. Cette baisse permettrait au pays de faire passer le taux interne d'investissement dans le secteur productif de 20 à 25%. Le président s'engage à poursuivre le Plan National de Réforme Agraire en maintenant la priorité donnée à une réforme agraire de qualité, que ce soit pour les nouvelles installations ou pour les communautés réformées (*assentamentos*) existantes.

Pour atteindre un développement de longue durée, le Programme définit comme prioritaire la construction du Pôle Pétrochimique et Sidérurgique de Rio de Janeiro, ainsi que la construction du Gazoduc (Gasfor) responsable des fournitures de gaz aux industries sidérurgiques du Ceará. Les infrastructures prioritaires sont, entre autres : la poursuite du passage à deux voies des routes BR-101 Sud, BR-101 Nord-est (avec une prolongation de la route vers Bahia), la construction de la route BR-163 dans le Pará, de la BR-158 dans le Mato Grosso, de la BR-364 dans l'Acre, le passage à deux voies de la BR-153 dans le Goiás et Minas Gerais et de la BR-040 dans le Minas Gerais.

Le programme prévoit aussi la fin des travaux de rénovation et d'agrandissement des autres axes structuraux d'écoulement de marchandises et de passagers, que sont les routes BR-153/010 (Belém-Brasília), BR-163 dans le Mato Grosso et le Mato Grosso do Sul, BR-116 entre Bahia et Minas Gerais, ainsi que la construction de l'Arc Routier de Rio de Janeiro. Le gouvernement va réaliser un appel d'offre pour commencer la construction des usines hydroélectriques de Rio Madeira et Belo Monte.

Comme au cours du premier mandat, le gouvernement du président Lula va améliorer et perfectionner le Système Unique de Santé (SUS), dont le contrôle social sera renforcé. L'objectif est d'identifier les besoins de la population, de répondre à l'intérêt public et de lutter contre la corruption. La carte SUS sera généralisée et deviendra le moteur de l'informatisation et de l'accès aux soins. Toujours dans le domaine de la santé, des Centres de Soins Spécialisés de moyenne complexité seront créés, pour assurer des soins complets aux utilisateurs du SUS. Ces Centres pourront réaliser des consultations spécialisées,

des examens, des services de réhabilitation avec fourniture d'orthèses et de prothèses, des petites urgences et des chirurgies programmées pouvant être réalisées hors des hôpitaux, ainsi que la distribution de médicaments exceptionnels.

Le Programme « Faim Zéro » continuera. Il perfectionnera la « Bourse-Famille » et les autres initiatives qui améliorent l'accès des plus pauvres à l'alimentation, comme les programmes d'alimentation scolaire, l'achat d'aliments, les restaurants populaires, entre autres. Le « Faim Zéro » continuera à articuler des actions structurantes, comme la réforme agraire, l'agriculture familiale et les programmes de création d'emplois et de revenu, d'éducation alimentaire, à l'intérieur d'une politique intégrée.

## **LES PRINCIPAUX POINTS DES SIX AXES DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT**

### **1 – Lutte contre l'exclusion sociale, la pauvreté et les inégalités :**

\* Le deuxième Gouvernement Lula continuera à lutter pour l'éradication de la faim au Brésil, maintiendra et développera les politiques sociales mises en œuvre avec succès dans le cadre du Programme Faim-Zéro, en particulier la « Bolsa Familia », « Bourse-Famille » ;

\* Il développera l'accès à l'emploi, au travail et aux revenus, en particulier par l'intermédiaire de mesures qui promeuvent des investissements publics et privés plus intensifs en main d'œuvre, notamment en faveur des micros et des petites entreprises ;

\* Il intensifiera le processus de réforme urbaine ;

\* Il poursuivra et étendra les programmes d'accès à l'électricité pour tous.

### **2 – Poursuite de la mise en œuvre du nouveau modèle de développement : croissance avec distribution de revenu et respect de l'environnement :**

\* La poursuite de la baisse des taux d'intérêt réels aidera à réduire la dette publique de manière encore plus substantielle, augmentera le crédit aux entreprises productives et aux travailleurs ;

\* Les actions de régulation qui garantissent les conditions de l'investissement privé nécessaire au développement du pays seront poursuivies et la législation sera modifiée afin de favoriser le climat d'investissement ;

\* Le nouveau cycle d'investissement stimulera davantage encore les micros, petits et moyens entrepreneurs à travers des mesures juridiques, techniques, fiscales et d'accès au crédit ;

\* Pour que le modèle soit durable, il sera nécessaire de continuer à combiner la Réforme Agricole, l'appui à l'agriculture familiale, les incitations à l'agrobusiness et la résolution des problèmes structurels de commercialisation ;

\* L'expansion durable de l'économie sera garantie par l'action combinée de plusieurs banques, en particulier les banques publiques, et par des mesures supplémentaires incitant au retour des capitaux spéculatifs dans la sphère productive.

### **3 – Brésil pour tous. Éducation de masse et de qualité. Culture, communication, science et technologie comme instruments de développement et de démocratie :**

\* L'éducation de qualité et à la portée de tous doit être perçue comme un instrument de production, d'organisation et de diffusion de connaissance et de culture.

\* L'Etat brésilien réaffirmera son engagement en faveur d'une politique intégrée d'éducation et la reconnaîtra comme un droit inaliénable et immédiat. Pour atteindre ces objectifs, il est fondamental, entre autres actions, que l'Assemblée Nationale approuve le FUNDEB.

\* Il s'agira, tout particulièrement, de garantir : l'accès à l'école publique, démocratique et de qualité ; l'éradication de l'analphabétisme, l'inclusion numérique, l'accès plus ouvert à l'éducation professionnelle, technique et technologique et à une université réformée, élargie et de qualité supérieure.

### **4 - Élargissement de la démocratie :**

\* Une Réforme Politique, à définir au travers d'un large dialogue entre le Congrès National, les partis politiques et la société brésilienne, sera une priorité. Elle devra assurer la pluralité de partis, l'obligation de fidélité des hommes politiques envers le parti qui les a élus, le financement public des campagnes électorales et le vote proportionnel, de préférence sur des listes prédéfinies, et devra également faciliter la construction de majorités nécessaires à la gouvernabilité.

\* La Réforme devra inclure également la révision des procédés d'élaboration et de contrôle du Budget, entre autres mesures destinées à renforcer la représentation populaire et à donner pleine légitimité aux pouvoirs de la République.

\* Le deuxième Gouvernement Lula continuera à rechercher un plus grand contrôle des citoyens sur l'État, en stimulant la participation de la société civile à la formulation du Budget.

## **5 – Garantir la sécurité des brésiliens et brésiliennes :**

\* Le prochain Gouvernement avancera et consolidera sa conception de Sécurité Publique Citoyenne, articulée par le Système Unique de Sécurité Publique, ayant comme principes de base l'intégration des institutions de sécurité publique et la démocratisation et la participation de la société et de l'État dans la lutte contre la violence et le crime.

\* La démocratisation et la participation de la société et de l'État contribueront à la formation d'une nouvelle culture politique dans le traitement de la question de la violence – la notion de sécurité publique citoyenne – orientée vers la prévention et la répression efficace du crime, en particulier du crime organisé, grâce à la participation solidaire de la société et des appareils policiers à tous les niveaux de la Fédération, assumant la sécurité comme droit fondamental de la citoyenneté dans la société brésilienne.

## **6 – Insertion souveraine dans le monde :**

\* Le Brésil accentuera sa présence souveraine dans le monde. Il luttera au sein des forums internationaux en faveur du multilatéralisme, contribuera à la réforme des Nations Unies et de son Conseil de Sécurité, où il revendique un siège permanent. Il maintiendra ses initiatives en faveur d'un ordre économique, financier et commercial plus juste, qui bénéficie aux pays pauvres et en développement, et qui réduise en même temps les actuelles asymétries mondiales.

\* Il privilégiera le processus d'intégration sud-américaine – le Mercosur et la Communauté Sud-américaine des Nations en particulier – et renforcera les relations Sud-Sud, en mettant un accent particulier sur ses relations avec les pays du continent africain. Il cherchera parallèlement à augmenter son accès aux grands marchés européen, nord-américain et asiatique et à maintenir une relation positive et souveraine avec les pays développés.